

Pourquoi l'école française reste-t-elle l'une des plus inégalitaires du monde développé ?

84 min · Parti Socialiste

Bien, bonjour. Bonjour à toutes et tous mes camarades. Très heureux de vous accueillir ce matin avec nos intervenantes et notre intervenant, que je remercie d'avoir pris de leur temps pour venir dans nos journées de bloi. Vous remerciez aussi également pour votre présence. C'est le premier grand débat que nous organisons sur la question de l'éducation. La question de l'éducation, vous le savez, elle est au cœur du projet des socialistes. Et puis surtout, la question éducation est extrêmement maltraitée depuis 2017. Alors, les sujets sur l'éducation sont évidemment extrêmement nombreux. Et nous avons fait le choix, dans la préparation de nos journées, de, entre guillemets, sélectionner deux thématiques qui font écho dans nos débats, sans doute dans vos sections, dans vos fédérations, mais aussi et surtout sur le terrain, lorsque vous rencontrez des parents d'élèves, lorsque vous rencontrez des enseignants, lorsque vous rencontrez aussi des élus, et vous en êtes pour un certain nombre d'entre vous, vous êtes élus. Et donc, nous avons fait le choix de débattre ensemble d'un sujet, d'un premier sujet ce matin qui est au cœur des enjeux de l'école de la République. Et donc, la question que nous posons ce matin, et sur laquelle nos intervenantes et nos intervenants vont s'exprimer, et puis, ensuite, et assez rapidement, vous allez pouvoir vous exprimer aussi, et échanger avec nos intervenantes et nos intervenants, la question, elle est finalement assez simple, mais elle est extrêmement aiguë. C'est pourquoi l'école française reste-t-elle l'une des plus inégalitaires du monde développé. Pour ce faire, je voudrais simplement vous donner deux ou trois éléments de contexte. Il y a une enquête du CIVIPOF qui est sortie en 2026 et qui nous dit que 52 % des Françaises et des Français pensent que l'école ne donne pas les mêmes chances à tous. Premier élément. Deuxième élément, il y a une perte de confiance spectaculaire dans le système scolaire de notre pays. Nous avons 81 % de la population française qui estime que le système s'est dégradé depuis ces dernières années, et notamment depuis 2017. Et puis, troisième élément, 18 % seulement, je dis bien 18 % seulement, considère que l'école contribue à réduire les inégalités, alors que 44 % estime qu'elle les aggrave. On a donc là un véritable sujet qui renvoie pas seulement à la question de l'école, mais bien évidemment au-delà à une question de société, puisque finalement le projet que nous portons pour l'école, c'est un véritable projet de société. Et donc pour répondre à cette question, je vais donner tout de suite la parole à nos invités, qui dans une première introduction que nous avons fixée assez courte pour que vous puissiez vous-même réagir, poser des questions, échanger. Je vais tout de suite donner la parole à Alix Rivière, qui est porte-parole de la fédération des parents d'élèves du département de la Seine-Saint-Denis. Alix, je te donne la parole.

Alix Rivière : Bonjour à tous, donc je vais essayer de faire court. La chose qui est absolument égalitaire, c'est que la meilleure énergie, c'est celle qui n'est pas consommée. Alors nous, on a fait le choix à la FCPE d'envisager ce débat sous l'axe du bâti scolaire et de la transition énergétique. Je vais pas revenir sur l'épisode caniculaire qui nous a tous atteint. Aujourd'hui, on sait que c'est entre les mains de toutes les collectivités territoriales de faire son schéma directeur à un plan pluriannuel d'investissement, d'adaptation au changement climatique. Là, on est carrément sur de grosses inégalités, parce que certains départements sont déjà très avancés. Je pense au Land, je pense aussi à la Seine-Saint-Denis, sans passer la brosse à reluire. C'est vrai que les plans d'investissement pluriannuels qui ont été fait dans ce département ont permis aux collégiens de ne pas être à la rue. Je remercie d'ailleurs Claude Barthelon et Séphane Troussel de leur engagement sur ce sujet. L'autre question qui est assez peu abordée dans le débat public et pourtant central, c'est le confort d'été. Le confort d'été, c'est pas de mettre de la climatisation partout. Parce qu'au-delà de l

'impact écologique, il faut bien réfléchir à une chose, c'est que dans très peu de temps, tout le monde ne pourra pas payer l'énergie, le coût de l'énergie pour financer cette climatisation. Il y a des solutions temporaires à travailler. Je pense que ça passe par un dialogue constant et soutenu avec des points -étapes réguliers au sein des communautés éducatives, notamment des parents d'élèves. Je pense à l'expérimentation qui a été faite à Paris sur des relevés de mesure. Parce que quand on parle confort d'été, vous pouvez avoir la meilleure isolation du monde, le meilleur bâtiment du monde, s'il n'y a pas de ventilation nocturne, s'il n'y a pas de brasseurs d'air, s'il n'y a pas d'occultants, tout ça est réduit à un éan. Voilà, je m'arrêterai là -dessus et je vous remercie de votre attention.

Merci, Alix. Alors, je vais donner maintenant la parole à Aurélie Gagné, qui est co -secrétaire générale et porte -parole du SNUIPP FSU et qui va nous parler des inégalités sociales. Tu as la parole. Je prends celui -là

? Oui, il marche. Bonjour à toutes et à tous. Merci pour cette invitation et merci aussi pour le sujet. Il y a derrière ce sujet un enjeu majeur pour l'école, tu l'as très bien dit. Les inégalités à l'école, moi, quand on m'a sollicité pour venir ce matin, je me suis dit, alors, on a le choix en termes d'inégalités. L'école française, on peut vous parler des inégalités sociales, on peut vous parler des inégalités de genre, on peut vous parler des inégalités entre les élèves en situation de handicap et les autres, etc. Donc, il fallait choisir un angle au départ. Je pense que c'est quand même important de parler des inégalités sociales et en sachant que quand on est élève, on peut malheureusement cumuler plusieurs inégalités. Deux chiffres, par exemple, pour illustrer ça, c'est que 72 % des élèves de Secpa et 80 % des élèves d'Ulysse sont issus de milieux défavorisés. Ce sont des élèves qui cumulent deux types d'inégalités. Voilà, c'est un parmi tant d'autres. Les inégalités sociales et donc sociaux -scolaires, elles n'ont fait que se creuser durant ces 25 dernières années. La France est un très mauvais élève de l'OCDE. Et tout ça, ça a des conséquences sur les parcours des élèves, des enfants, et puis aussi sur l'économie. On se passe d'une partie de la population pour faire marcher l'économie. Mais revenons aux élèves et notamment aux élèves du premier degré, c'est -à -dire de la maternelle Ocm2. Quand on est parent actuellement, et Yannick, tu l'as très bien dit quand tu as cité les chiffres, actuellement quand j'emmène mon enfant à l'école, selon la classe sociale à laquelle j'appartiens, je n'ai pas la même confiance en école, je n'ai pas les mêmes espérances pour mon enfant, je n'ai pas les mêmes perspectives. Et ça, ce n'est pas normal dans un pays comme la France. Ça crée des différences sur ce qu'on peut espérer pour notre enfant, mais ça peut aussi créer des tensions dans les écoles. On voit très bien que le climat scolaire dans les écoles se dégrade. Et c'est une source de tension. Quand j'emmène mon enfant qui a besoin par exemple de moyens, de compensation parce qu'il est en situation de handicap, ou il est en difficulté scolaire, il a besoin d'aide pour pallier ses difficultés et que l'école ne peut pas fournir ses compensations ou ses aides, et bien, fort logiquement, ça crée des tensions. Et qui représente l'école ? Ce sont ses enseignants, ses enseignantes, ses AESH, ce sont ses personnels. Ces inégalités ont des répercussions qui vont bien au -delà de l'élève lui -même. Ces répercussions sur tout un système, ce sont des répercussions sur un pays. Alors, je ne vais pas détailler, peut -être on y reviendra plus tard, mais il faut bien évidemment s'interroger sur les politiques éducatives qui ont été menées durant ces dernières décennies. Et je dirais particulièrement depuis 2017, où la dégradation s'est accentuée, où on voit bien que tout ce qui a été mis en place, ça n'a pas résorbé ces inégalités, et bien au contraire, ça a accentué et ça a mis le monde enseignant à mal. Parce qu'en voulant faire progresser l'école, on a essayé de mettre au pas les enseignants, en leur imposant une posture, en leur imposant une façon de faire, alors que nous, il y a une chose à laquelle on tient particulièrement, c'est notre liberté pédagogique, ça fait partie de notre métier. Donc il y a une mise au pas. Il y a dans cette mise au pas une formation continue qui est basée uniquement sur français et maths. On voit bien que ce serait quand même temps que ce soit remis en cause, parce que ça ne porte pas ses

fruits. Et on sait, alors non pas que le français et les mathématiques ne soient pas des matières importantes, c'est très important, mais l'histoire géo, l'éducation artistique... L'EPS, ce sont des matières extrêmement importantes et particulièrement pour les élèves issus de milieux défavorisés. Parce que quand on est issu de milieux défavorisés, parfois, la première fois où on va au théâtre, la première fois où on va au musée, la première fois où on fait du sport, c'est à l'école. Et donc, pour bien l'enseigner, il faut qu'on ait des formations qui soient au-delà des mathématiques et du français. Donc là, il y a quand même quelque chose à revoir en profondeur sur ces formations et sur le travail enseignant. On a également 2017, c'est aussi... Enfin, c'est les années blanches, c'est les années aussi de mise en place du dédoublement des classes grande section CPC -20 en rep. Alors qu'il y a des moyens... Alors on voit que ça ne porte pas ses fruits, mais il y a des moyens qui sont bien plus intéressants pour que les équipes puissent travailler ensemble. Je ne vais pas rentrer dans le détail parce que j'ai assez peu de temps, mais en tout cas, il y a des choses à faire. Il y a des choses à faire et ce qui a été fait ces dernières années, on voit que ce ne sont pas les bonnes solutions. Le débat suivant, je crois qu'il y a un débat sur la mixité sociale, c'est aussi un des grands sujets, un des grands enjeux qui est intimement lié aux inégalités sociales. De plus en plus, on voit une ségrégation et donc ça ne contribue pas à résorber ces inégalités. Bien évidemment, quand on parle inégalités sociales et scolaires, on doit passer par le sujet de la REP, les REP +, sachant que la carte des REP, elle aurait dû être revue en 2019 et ce n'a pas été le cas. Donc on voit que c'est un sujet qui a été mis de côté et qui le sera jusqu'à la fin du mandat, bien malheureusement. Donc voilà, je m'arrête, ah si, peut-être juste un petit point. Je parlais de formation continue qui doit dépasser le français et les mathématiques. Bien évidemment, il y a les politiques éducatives, mais il n'y a pas que ça. Il y a aussi les pratiques enseignantes qui sont peut-être à travailler. Les enseignants, les enseignantes nous faisant partie de la société. Donc il y a peut-être aussi des pratiques à revoir. La recherche nous montre que nous ne sommes pas neutres quand nous interrogeons nos élèves. Bon, mais ça, on a besoin d'être confronté à la recherche, on a besoin d'avoir du temps de réflexion sur notre métier. Donc ce temps-là, il faut qu'on nous le donne et il faut que la formation continue, elle soit plus riche et elle investisse en tout cas, enfin, elle met à contribution ses personnels pour que tout le monde puisse avancer. Les inégalités sociales, c'est pas une... Enfin, il y a de quoi lutter. Nous, on a plein d'idées. On pense que la baisse démographique, c'est une opportunité pour récupérer des moyens et les redéployer sur les remplaçants, sur les plus de maîtres que de classe. Ces postes qui étaient en plus dans les équipes et qui permettaient d'avoir du temps de travail ensemble. Il y a des choses à faire avec cette baisse démographique et on doit lutter contre les inégalités sociales. C'est un des grands défis, c'est peut-être le grand défi de l'école.

Merci, Aurélie. Sur la baisse démographique, on peut d'ailleurs compléter en disant qu'il suffirait simplement de cesser de supprimer des postes pour permettre de diminuer les effectifs dans les classes. Donc, budgétairement, ça n'est pas une dépense supplémentaire, c'est simplement de maintenir l'existant et ça permettrait, comme tu l'as dit, de faire baisser les effectifs. On connaît l'impact des effectifs sur la réussite des enfants dans les classes. Et donc, c'est un point sur lequel, effectivement, nous avançons et nous proposons dans le projet. Alors, on a donc eu le témoignage des parents d'élèves, un premier témoignage des représentants des enseignants. Sur l'école, il y a aussi les collectivités. Et les collectivités, vous le savez, elles jouent un rôle de plus en plus important sur la question éducative et notamment en tant que partenaire de l'école. Et donc, je vais tout de suite donner la parole à Charlotte, qui est... Charlotte Brun, pardon. Charlotte Brun, qui est deuxième adjointe au maire de Lille, qui est notamment chargée de la ville apprenante. Et tu es vice-présidente également de la métropole européenne de Lille. Charlotte, tu as la parole.

Merci beaucoup, Yannick. Merci de m'avoir conviée à venir témoigner ici sur cet enjeu majeur. Je ne rappellerai pas les chiffres que tu as donnés, mais qu'Aurélia a très bien rappelé aussi, qui vient de nous rappeler à quel point l'école accentue même les inégalités et ne remplit absolument pas sa

mission, sa promesse républicaine en direction des enfants et des familles. Ici, au PS, ça fait des années qu'on ne parle plus d'égalité des chances mais qu'on parle d'égalité réelle. Nous avons donc nous-mêmes posé la question depuis longtemps sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'être à la situation d'égalité devant l'acquisition des savoirs, mais qu'il y a tout un écosystème autour de l'enfant, tout un village éducatif qui doit se mobiliser pour venir essayer de gommer au maximum tout ce qui fait déterminisme, déterminisme sociaux, Aurélia l'a bien dit, de genre ou culturel, les trois étant extrêmement liés. On pourrait, nous aussi élus des collectivités territoriales, venir questionner des choix qui ont été faits par le ministère depuis 2017, des choix politiques qui ont accru ces inégalités devant le savoir, enfin, la place des déterminismes sociaux dans les inégalités devant le savoir. Moi, je pense aussi que c'est une erreur d'avoir bloqué les dédoublements de classe en grande section CPC1, non pas que ces niveaux, j'y reviendrai, ne méritent pas toute attention, mais parce qu'on avait extrêmement avancé auparavant sur les plus de mètres que de classe et ces moyens doivent pouvoir être à nouveau au service de l'ensemble des enfants tout niveau confondu dans le primaire. Je pense aussi, ça n'a pas été dit, donc j'insiste, qu'il y a eu un effet parkour -sup, un effet gestion... gestion... comptable de la baisse démographique catastrophique dans le public favorisant l'évitement scolaire en direction du privé pendant ces dernières années. Donc, les questions qu'on se pose, elles sont évidemment intimement liées aux questions de mixité sociale, aux questions de valorisation et de mobilisation pour l'école publique. Maintenant que je vous ai dit ça, je pense par ailleurs que nous ne pouvons pas extraire l'enfant, enfin l'élève de l'enfant, enfin dissocier l'élève et l'enfant. C'est quelque chose sur lequel nous sommes extrêmement mobilisés à Lille depuis des années, avec Martine Aubry, puis aujourd'hui avec Arnaud Deslandes, le maire de Lille, nous sommes convaincus que nous ne pouvons pas servir les apprentissages, l'épanouissement des enfants, les réussites des enfants, sans se mobiliser sur tout ce qui vient faire déterminisme socio-culturel de genre. Et tout particulièrement dans la petite enfance, on sait quelle est l'importance de l'acquisition du langage. Aujourd'hui, en France, on a parlé des chiffres sur les conditions sociales des élèves et les marqueurs sociaux au bac en CEGPA, par exemple, mais on pourrait s'intéresser aux différents marqueurs à l'entrée en maternelle ou à l'entrée en CP. C'est -à-dire que beaucoup des inégalités scolaires rencontrées par des difficultés scolaires rencontrées par les enfants sont déjà écrites dans la petite enfance et dans l'enfance, en petite enfance ou en maternelle, parce que l'enfant aura plus ou moins acquis du langage, aura été plus ou moins exposé aux enfants, plus ou moins... On aura plus ou moins travaillé sa confiance en lui, son rapport aux autres dans sa petite enfance. J'accélère un petit peu. Je parle vite, mais... J'en reviens à d'autres idées. Tout ça pour dire que nous, dans les départements, mais aussi dans les villes et les régions, et c'est le cas à Lille, nous sommes extrêmement mobilisés et de plus en plus mobilisés à gauche au fur et à mesure que l'Etat se désengage de cet écosystème qui fait... qui rappelle qu'un élève est aussi un enfant, un enfant qui a besoin de soutien, y compris dans sa famille. Eh bien, nous sommes de plus en plus mobilisés pour agir sur ce qui vient aider l'élève dans ses réussites. Quitte à accroître nous-mêmes les inégalités en rajoutant à ce constat d'inégalité une carte des inégalités territoriales des collectivités plus ou moins engagées dans le contrat républicain de la promesse républicaine scolaire. Et je pense qu'il est aussi notre responsabilité de s'interroger là-dessus. Bien sûr que nous sommes mobilisés avec conviction sur l'enjeu de l'école. À Lille, c'est un enjeu essentiel. C'est le premier budget municipal, 130 millions d'euros, des programmes extrêmement ambitieux. Je pense à la gratuité des fournitures scolaires intégrales depuis six ans, un projet éducatif massif, un investissement clair en direction de la petite enfance. Mais parlons que de celui-là, par exemple, une classe passerelle, la mobilisation d'un EJE dans une classe aux côtés de l'enseignant et de l'ADSEM, eh bien, ça coûte un bras, mais ça marche. Et donc, face à cet engagement, en s'appuyant sur ce qui a... Ce qui peut aussi être de bonnes pistes. Moi, je ne mets pas tout à la poubelle. Les cités éducatives, par exemple, ça fait partie de ces pistes politiques travaillées ces dernières années qui nous montrent qu'il y a effectivement besoin d'un Etat plus mobilisé aux côtés

des collectivités pour venir nous aider à corriger auprès des familles, des enseignants, les inégalités territoriales. Je prendrai un autre exemple, les familles monoparentales. Nous sommes un certain nombre de collectivités à travailler sur le sujet des familles monoparentales. À Lille, on vient de mettre en place une tarification spécifique pour les parents solos qui sont essentiellement des mamans solos. Je sais qu'il y a d'autres villes qui réfléchissent. Eh bien ces inégalités, on ne saurait accepter que se dessine de fait une inégalité aussi forte dans les réponses territoriales. Alors, et je termine juste là -dessus, je suis d'accord avec Aurélie, faisons de la baisse démographique un enjeu positif. C'est une opportunité extraordinaire d'améliorer l'accompagnement des enfants dans la classe, mais aussi de transformer nos écoles, là où on voudrait nous imposer une logique comptable. Combien d'écoles vous allez fermer ? Eh bien, faisons justement de ces lieux, des lieux qui deviennent des nouveaux lieux de services publics dans le quartier, des lieux qui accueillent mieux les familles, des lieux qui permettent aux enfants d'encore mieux accéder aux offres culturelles, aux offres de loisirs qui viennent nourrir l'entrée dans les apprentissages. Merci.

Merci Charlotte. Deux remarques, tout d'abord sur le déterminisme social qui est quand même malheureusement une spécificité de notre système. En France, sept enfants sur dix d'ouvriers, ce n'est pas du tout péjoratif, vous l'avez bien compris, mais sept enfants sur dix d'ouvriers seront ouvriers. Et sept enfants de cadres sur dix seront cadres. Donc il y a bien dans notre pays, par rapport à cette question, un véritable sujet, et c'est d'ailleurs Camille Peny dans un ouvrage à la République des idées qui décrit très bien que les cartes qu'un enfant trouve dans son berceau vont déterminer pour une très grande part son futur parcours. Deuxième élément, puisque Aurélie et Charlotte ont évoqué cette question de la mixité sociale, et je rajouterai scolaire, sur cette question de la mixité sociale, en tant que socialiste, nous considérons que l'école ne peut pas transmettre une appartenance commune à la République sur des processus d'exclusion ou de ségrégation. Et donc, on a besoin que les enfants, nous croyons qu'au moins le temps de la scolarité obligatoire, tous les enfants, quel que soit l'endroit où ils vivent, le milieu d'où ils viennent, doivent partager un commun sur les mêmes bancs d'une même école. Ça renvoie à un véritable projet société, qui est un projet de l'altérité, qui est un projet aussi de la coopération, et puis également de la fraternité. Voilà, je donne tout de suite la parole à Elisabeth Alain -Moreno du syndicat des enseignants UNESA.

Merci Yannick. Bonjour à toutes et à tous. Je voudrais commencer par dire que cette question des inégalités scolaires, elle ne peut pas se poser dans notre pays de la même façon qu'ailleurs. La France a eu une histoire, une histoire de sa construction, de ses frontières. Elle a une grande diversité de territoires. Et je ne parle pas que de la différence entre l'hexagone et l'extra hexagone, y compris au sein de l'hexagone, qui fait que chaque enfant de notre pays, quand il rentre à l'école, il a déjà des distinctions, des conditions d'apprentissage, un bagage culturel, un bagage langagier, qui est très différent des autres enfants. Et ça, c'est une réalité française à prendre en compte. C'est ce qui définit les défis que nous avons à relever, nous, acteurs de l'éducation nationale, et que je représente ici, avec toute la communauté éducative. C'est un sacré défi, mais c'est un beau défi parce que c'est ce défi qui va pouvoir permettre de répondre à la probesse républicaine. Sauf que nous sommes confrontés à deux obstacles majeurs. Le premier, c'est celui des choix, les choix budgétaires et derrière, bien sûr, le choix de société que l'on veut. Et le second, c'est celui du modèle éducatif français. Sur les choix budgétaires, je ne vais pas trop m'attarder parce que malheureusement, on connaît tous les constats et les réalités derrière les choix que l'on fait pour l'investissement que l'on fait dans l'école, même si malheureusement pour certains, c'est un coup. Il y a effectivement un modèle de société. Depuis 2017, tous les choix qui ont été faits pour l'école traduisent un modèle de société. C'est -à -dire que ce que je viens de nous rappeler sur les différences entre les élèves que l'on accueille dès la petite section de maternelle, ça ne dérange pas tout le monde qu'un enfant naisse dans un couloir de nage et qu'il y reste tout au long de sa vie parce qu'on considère qu'après tout, un modèle social, ça peut être fait aussi de gens qui ne vivent

pas dans les mêmes conditions. Ça ne dérange pas tout le monde. C'est d'ailleurs porté et parfois même assumé. Alors nous, on est complètement opposé, évidemment, mais c'est une réalité. Et je vais citer quelques exemples des choix qui ont des faits. Le surinvestissement dans l'école privée. Alors je ne vais pas aborder le débat de la table ronde de qui va suivre parce qu'on va en parler. C'est un choix de société derrière. Quand on installe des groupes de niveau au collège, là on veut bien maintenir aussi chaque élève dans son couloir de nage. Quand on investit absolument pas sur la maternelle, alors que justement, c'est le premier lieu où on peut aller justement, commencer à lutter un petit peu contre ces bagages différents avec lesquels les élèves sont accueillis. Ça, c'est tout ce que l'on subit depuis 2017 dans la politique éducative sous Emmanuel Macron, quels que soient les ministres qui se sont succédés. Évidemment, je vais m'attarder davantage sur le modèle éducatif français. Pour moi, il est totalement à refondre. Alors vous allez me dire que vous êtes bien placé parti socialiste pour avoir porté la refondation. Malheureusement, le temps a été trop court parce que la refondation, elle est indispensable. Et il faudra qu'on continue à la porter ensemble en n'oubliant pas d'associer tous les acteurs de la communauté éducative, parce que les mesures qui avaient commencé à être prises, elle est dans le bon sens. Et malheureusement, il aurait fallu avoir plus de temps, peut-être plus de moyens aussi, parce que l'éducation nationale ne veut pas dire éducation uniforme. C'est pas parce qu'on a l'ambition qui est indispensable de vouloir donner à chaque élève les mêmes droits, les mêmes chances et surtout, je vais dire, la même ambition pour son pays, de venir le même citoyen éclairé, porter la même République et la même, je vais dire, idéologie de ce qui est un pays juste, uni, en paix, serein, avec une justice sociale. C'est ça pour moi, le côté national de l'éducation nationale. C'est ce qu'on doit réussir à faire. Mais par contre, ça ne peut pas se traduire sur l'uniformisation qu'aujourd'hui, en tout cas, à le fonctionnement de l'école française. Je vais prendre quelques exemples au niveau des moyens. Les moyens sont distribués comme si, par toutes les réalités, les besoins étaient les mêmes. Ça fait plusieurs années maintenant que je participe aux instances qui préparent les rentrées scolaires. Et on raisonne toujours de la même façon. Combien de profs pour tant d'élèves ? Comme si on avait des élèves qui étaient tous identiques, dans des conditions identiques. Et donc forcément, comme l'ont dit mes prédécesseurs, cette prédécesseuse, moins d'élèves, moins de moyens. Non. Est-ce qu'aujourd'hui, un élève n'a besoin que d'un prof ? Non. Il a besoin d'un médecin scolaire, d'une infirmière scolaire, d'une ancienne sociale, d'un psychologue, d'un CPE, d'un AED, d'un AESH. Et on continue à raisonner de façon complètement virtuelle. Sur une école qui ne peut plus fonctionner aujourd'hui avec ce raisonnement. Donc nous, ce que l'on demande vraiment, c'est que l'on puisse adapter justement le fléchage des moyens à la réalité des besoins des élèves et des territoires. Pareil pour la formation des enseignants. Qu'elle soit initiale ou continue. On déverse un contenu identique, quel que soit le territoire et quelle que soit la structure dans laquelle on enseigne. Mais quand on enseigne en éducation prioritaire, quand on enseigne en ruralité, quand on enseigne à Mayotte, on ne peut pas avoir la même formation. C'est impossible. Et depuis 2017, ça s'est aggravé cette uniformisation. Elle est même devenue virtuelle la formation. Donc elle est encore plus uniforme. Les programmes, même chose. Le socle commun pour nous, il est indispensable. C'est un bagage nécessaire pour chaque citoyen français. Mais de là à avoir une uniformisation et même un agrément de manuel où on dit, on apprend à des élèves de la Guyane qu'il y a quatre saisons, que les fruits et légumes les plus consommés, c'est les tomates, c'est les aubergines. Mais c'est ça qu'ont la réalité aujourd'hui de notre modèle éducatif. Y compris sur le soutien aux collectivités. Je ne vais pas développer parce que ça rejoint la question du bâti scolaire. On ne peut pas considérer qu'on va donner le même budget partout, les besoins sont différents. Et ça c'est que le systémique, parce qu'il y a aussi le structurel, et j'en viens aussi justement à la refondation qui avait débuté, on ne peut pas raisonner sur ce que l'on enseigne, sur comment on l'enseigne, sur ce que l'on moyenne ou comment on le moyenne de la même façon, sinon les inégalités effectivement on les creuse. L'organisation du temps de l'enfant ne peut pas être uniforme, l'organisation des enseignements non plus. Le

fonctionnement en cycle il est indispensable. On ne peut pas avoir quelque chose d'uniformisé partout, sinon on ne s'adapte pas justement aux besoins des enfants et on continue à creuser les inégalités. Je prends un exemple tout simple. Dans le premier degré, les activités pédagogiques complémentaires pour accompagner justement les élèves les plus en difficulté. Pareil on uniformise, solution magique, on met des APC et comme ça on va accompagner. Mais il y a des endroits, souvent même, peut-être qu'une heure de concertation en équipe ou de dialogue avec les familles sera beaucoup plus efficace qu'une heure avec les élèves. Il y a d'autres endroits où ce sera peut-être un temps de décroisement qui sera plus indispensable et plus utile pour pouvoir aider les élèves les plus en difficulté. Et donc on est dans un système rigide qui n'a jamais été suffisamment questionné et qui aujourd'hui serait vraiment nécessaire à refondre. Parce que comme je l'ai dit, éducation nationale ça doit garantir demain une société juste, unie mais par contre ça ne doit pas nier les inégalités parce que sinon c'est un mirage d'éducation nationale parce que les inégalités on les aggrave.

Merci Elisabeth. Avant de donner la parole à Stéphane, je vais faire un tout petit peu de provocation comme ça dans le débat vous pourrez réagir. Il faut aussi que nous en tant que socialistes regardent les choses de manière un peu, je vais dire, quel adjectif je vais trouver, un peu forte. Voilà. Je prends un exemple sur le financement puisque le financement a été évoqué à plusieurs reprises. Aujourd'hui dans notre pays et ça n'est pas d'aujourd'hui, ça fait plusieurs années et je vais même dire, pour ça que je disais que je fais un peu de provocation, même avant 2017, l'état pour un enfant qui vit en éducation prioritaire dans le département que Stéphane Troussel évidemment connaît bien et puis également moi-même puisque j'y vis et j'y milite. L'état investi pour un enfant sur les activités périscolaires, 18 euros par an. Pour un élève qui est en classe prépa. Nous n'avons rien contre les classes prépas. Bien évidemment, il en faut. Ce n'est pas moi qui ai fait ce calcul, c'est Jean-Paul de La Haye. Dans un livre qui est sorti il y a quelque temps maintenant. Il a calculé que pour l'école du samedi matin, en deux mots, l'école du samedi matin que les étudiants passent, l'état investi 45 fois plus, 45 fois plus financièrement. Politiquement, à un moment donné, il faut aussi que nous nous posions un certain nombre de questions. Est-ce que nous considérons comme normal qu'il y ait un tel déséquilibre entre le financement pour un enfant qui vit en éducation prioritaire et un étudiant en classe prépa? Encore une fois, je le dis, j'insiste, nous n'avons évidemment rien contre les classes prépas. Il en faut et c'est important. Mais je pense que cette question-là, c'est un peu d'ailleurs comme la question du public et du privé où dans le projet nous faisons, et c'est très bien, nous avons avancé sur cette question avec des propositions très fortes. Mais je voulais aussi attirer notre attention collectivement sur ce sujet-là. Je vais tout de suite donner la parole à Stéphane Troussel, qui est président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, pour vous dire que dans ce département, la question de l'indice de position sociale, vous connaissez ce critère, nationalement, il est de 102,7. L'indice de position sociale, c'est le profil des élèves qui sont dans un établissement. En Seine-Saint-Denis, 61 % des écoles et 57 % des collèges dont Stéphane a la responsabilité en tant que président du département, 67%, 61 % des écoles ont un IPS inférieur à 90. Donc, inférieur à 90. On voit bien qu'il y a des territoires, Charlotte l'a évoqué tout à l'heure, et ça nous paraissait important que, Stéphane, tu puisses, sur cette question, nous donner à la fois ta vision de la problématique et en également ce que tu mets en oeuvre parce qu'il n'y a pas de fatalité, il n'y a pas de fatalité. C'est comme sur la question de la mixité sociale et scolaire, mes camarades, il n'y a pas de fatalité. Nous avons dans des territoires des choses qui se sont mises en place et qui fonctionnent. Notre camarade Sébastien Vincin, président du département de Haute-Garonne et son prédécesseur, font des choses sur les questions de mixité sociale et scolaire et ça fonctionne. Et donc, il n'y a pas de résignation, il n'y a pas de fatalisme, il y a une volonté politique qui peut se mettre en oeuvre dans des territoires comme celui du département de la Seine-Saint-Denis. Stéphane, tu as la parole.

Merci Yannick. Bonjour à toutes et à tous. Merci pour l'organisation de cette table ronde. La première chose par laquelle je voudrais commencer, c'est de dire que finalement, et je ne vais pas reprendre les chiffres indiqués à l'instant par Yannick, ils sont assez révélateurs, mais finalement, se poser cette question des inégalités, de l'échec de l'école française, de cette école qui est une des plus inégalités, qu'on caractérise comme une des plus inégalitaires aujourd'hui dans le monde. C'est à la fois un échec, mais c'est un paradoxe et un échec pour notre pays, parce que plus qu'aucun autre pays, nous avons fait, dans la République française, de l'école le principal levier d'émancipation et de cohésion sociale. Ce n'est pas le cas dans les autres pays. Il y a d'autres mécanismes pour émanciper, unifier, assurer de la cohésion. Mais en France, dans la République française, l'école a toujours été au cœur du projet républicain, à tel point, et c'est d'ailleurs une des questions qu'on pourrait se poser aujourd'hui, à tel point qu'il a été fixé à l'école, en fonction des périodes historiques, des grandes ambitions. Sous la Troisième République, l'école était chargée de former des petits républicains. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'école était chargée de contribuer à la reconstruction du pays. Dans les années 80, l'école participait de cet enjeu de la démocratisation et d'une forme d'égalisation dans la société. Quel est aujourd'hui le grand dessin de l'école ? On pourrait déjà se demander quel est le grand dessin du pays tout entier et de la République elle-même. Mais quel est le grand dessin de l'école par rapport aux objectifs que le pays s'est fixé ? Et si on devait illustrer l'absence de dessin de l'école par rapport à l'enjeu du pays tout entier, il suffit de regarder. Effectivement, je ne vais pas revenir sur ce qui a été dit par les uns et les autres, enfin, depuis 2017. Mais enfin, quand même, on a des ministres qui ont fait leur entrée scolaire sur la baya ou l'uniforme. Je ne dis pas que ces questions ne peuvent pas se poser à l'échelle de certains territoires ou de certaines écoles. Mais est-ce que c'est à la hauteur de l'enjeu, justement, par rapport à ce que je viens de dire sur le sens qu'a toujours eu l'école dans le projet républicain ? On a chaque année, alors qu'il y a quand même des grandes questions qui se posent et où l'école va devoir y répondre. Comment ? Qu'est-ce qu'on va faire de l'intelligence artificielle dans l'école d'aujourd'hui ? Qu'est-ce qu'on va faire ? Ça a été dit avant moi, de la baisse démographique qui va caractériser notre pays vieillissant aujourd'hui. Et, eh bien, jamais aujourd'hui, on a le sentiment d'avoir répondu à ces questions. Avec une valse des ministres qui en dit long quand même depuis 2017 sur justement ce que représente l'école pour Emmanuel Macron et l'ensemble de ses gouvernements. Je n'ai pas démarré mon compteur, donc du coup, je me suis... Je peux toujours commencer maintenant, mais bon. N'hésite pas à m'interrompre, Yannick. Et donc, forcément, dans les contenus de la diversité de notre pays et des territoires, eh bien, l'absence de grands dessins, l'absence d'enjeux mobilisateurs fait que forcément, eh bien, les inégalités, elles sont elles s'expriment encore plus fortement dans un certain nombre de territoires. Et donc, dans un département, pour vous parler de la Seine-Saint-Denis, à la fois jeune et populaire, où nous, à la différence du reste du territoire, on continue à avoir une hausse démographique, non seulement parce que le département est déjà jeune aujourd'hui, mais aussi parce qu'il est en pleine mutation, en pleine transformation. Pour les participants, il y a un grand projet de métro autour de Paris, 200 km de métro autour de Paris, un tiers de toutes ces nouvelles gares de ce métro sont en Seine-Saint-Denis. Donc on peut raisonnablement penser, par exemple, que les équilibres démographiques à l'intérieur du Grand Paris et de l'Île-de-France vont être complètement bouleversés. Il y a une baisse démographique à Paris, aujourd'hui Paris c'est à peu près 2.200.000 habitants, la Seine-Saint-Denis 1.7 million. On pense plutôt quand même que Paris va continuer sa baisse démographique quand la Seine-Saint-Denis va continuer d'augmenter. Et toutes les structures doivent évoluer, mais sauf l'éducation nationale. Moi je fais une proposition. Vous savez, on nous dit toujours, nous les élus locaux, oh là là, le millefeuille territorial, les organisations administratives, au contraire, politiques doivent changer, etc. Mais les organisations administratives, elles ne se posent aucune question sur leur organisation. L'Académie de Créteil doit être une des plus grosses académies de France, je pense, qui comporte trois départements, le 93, le 94, la Seine-et-Marne. C'est la deuxième après

Versailles. Bon, vous voyez, on a déjà les deux plus grosses en Île -de -France. À l'inverse, Paris doit être une des plus petites. Moi je dis, pourquoi justement dans ce moment où il y a une baisse démographique à Paris et une hausse démographique dans un territoire comme celui de la Seine -Saint -Denis, pourquoi on ne reverrait pas la carte des Académies ? Ça me permettrait peut -être de pouvoir faire quelques comparaisons. Parce qu'il y a des élus parisiens, et je les adore, mes amis, mes socialistes parisiens, mais je suis bien obligé de constater qu'il n'y a pas eu besoin du dédoublement des classes dans l'éducation nationale pour qu'il y ait des CP ou des CE1 à une quinzaine d'élèves dans le centre de Paris. Quand nous, il a fallu attendre le dédoublement des classes ou plus de maîtres que de classes pour justement faire baisser la moyenne d'élèves dans les écoles élémentaires de Seine -Saint -Denis. Bon, donc, premier exemple, deuxième exemple, on a vécu tous de manière extraordinairement réjouissante les Jeux Olympiques et Paralympiques. On a tous dit à cette occasion qu'il fallait faire de l'activité physique et sportive, du développement du sport et notamment du sport à l'école. Là encore, impossible pour moi de faire des comparaisons entre le nombre de classes à horaires aménagées pour faire du sport dans les collèges de Seine -Saint -Denis et dans les collèges parisiens. Bon, donc, vous voyez, c'est ça la réalité d'aujourd'hui. Et je suis assez d'accord avec ce que dit Charlotte, ce que disait à l'instant Charlotte dans son intervention, sur le fait que, et je vais revenir si j'ai pas trop dépassé le timing, sur ce que justement a pu faire le département, et c'est presque, comment dirais -je, très provocateur dans une assemblée de socialistes de dire que finalement, les choix des collectivités et d'une certaine manière, la décentralisation, reconnaissons -le, paradoxalement, elles créent aussi des inégalités supplémentaires. Et certes, nous avons des volontés, mais là encore, et je sais pas que je veux regarder ce qui se passe de l'autre côté du périphérique, mais je suis bien obligé de constater que les moyens de la collectivité parisienne fait que dans toutes les classes parisiennes, il y a des intervenants musicaux, parce que la ville de Paris peut les payer. Il y a des intervenants sportifs supplémentaires, parce que la ville de Paris peut les payer. Vous croyez que mon collègue de la mairie de Clichy -sous -Bois, ou le maire de Clichy -sous -Bois, ou de Sevran, il aimerait pas pouvoir le faire, mais il ne peut pas le faire. La ville de Paris fait en sorte que les transports soient gratuits, gratuit, pour les enfants jusqu'à 18 ans. Or, on sait très bien que les questions de mobilité, non seulement pour aller à l'école, mais pour aller pratiquer du sport, pour aller faire de la culture, pour organiser le déplacement des gamins sur le temps scolaire. Parce qu'en l'occurrence, Valérie Pécresse, à la tête de la région Ile -de -France, elle ne fait pas en sorte qu'il y ait une uniformisation de la tarification à l'échelle de l'Ile -de -France, même pas sur le temps scolaire avec des dispositifs adaptés. Il faudra bien que nous aussi, socialistes, décentralisateurs, il n'y a pas une campagne des socialistes présidentielles qui ne commence pas par faire un nouvel acte de décentralisation. Je veux bien qu'on fasse un nouvel acte de décentralisation, mais je voudrais d'abord qu'on fasse le bilan actuel de la décentralisation, y compris des questions de moyens qui sont posées depuis un certain nombre d'années, parce que la réalité des actes de décentralisation depuis au moins 20 ans, c'est quand même surtout un État qui se décharge d'un certain nombre de ses responsabilités, y compris scolaire d'ailleurs. Il n'y a pas un projet d'éducation artistique et culturelle aujourd'hui qui ne peut exister s'il n'y a pas le financement des collectivités locales. Ce qui fait que par exemple le département de la Seine -Saint -Denis a fait cette question un axe majeur de ses engagements. On a un projet éducatif pour nos collèges où on mobilise 10 millions d'euros par an. 10 millions d'euros par an pour faire de l'éducation artistique et culturelle, pour financer des voyages scolaires à l'étranger, pour faire des classes sur l'accès aux médias et la lutte contre la désinformation, pour faire des classes sportives dans un certain nombre de nos collèges. Mais là aussi, ça crée de fait des inégalités parce qu'un certain nombre de départements qui n'ont pas le même niveau de ressources que celui de la Seine -Saint -Denis malgré nos contraintes, au -delà même des choix, des capacités à faire ne le font pas de la même manière. Donc voilà, toutes ces questions, je pense que je suis à peu près dans les temps Yannick, toutes ces questions -là et je veux juste revenir là -dessus, la question

du séparatisme scolaire. Je pense qu'aujourd'hui on a atteint un niveau de séparatisme scolaire qui est problématique dans la République ou effectivement pour assurer la cohésion de la société. Oui, je crois que les enfants de la République doivent apprendre et grandir ensemble dans les mêmes établissements. Et donc il faudra bien qu'on fasse preuve d'un grand volontarisme politique et qu'on soit là aussi, c'est toute la société qu'il faudra mobiliser sur cet enjeu parce que sinon n'importe quel gouvernement échouera sur cette question de la lutte contre le séparatisme scolaire s'il n'y a pas, si on n'en fait pas un enjeu politique majeur. Mais continuer d'avoir, c'est le meilleur moyen pour qu'on ait une école à deux vitesses avec, disons les choses, les enfants de riches d'un côté, les enfants de pauvres de l'autre. Et ça, c'est la fin du projet républicain.

Merci Stéphane. Je vais donner la parole à Agathe. Sur cette question, on a beaucoup parlé de mixité ce matin et c'est vrai que dans nos discussions, et peut-être vous allez vous-même évoquer ces situations -là, mais cette question de la mixité et de cette nécessaire hétérogénéité pour une véritable altérité, ce n'est pas simple quand on rencontre des parents d'avoir ces discussions -là avec eux parce que tous les parents veulent que leur enfant réussisse, bien évidemment. Et aujourd'hui, la dégradation de l'école de la République finalement alimente cette anxiété, cette angoisse des parents qui essayent par des moyens divers de trouver, et c'est la question de l'évitement scolaire. Et donc le cœur du sujet pour nous, c'est la qualité de l'école de la République parce que le jour où l'école de la République permettra à chaque enfant, là où il vit, de réunir les conditions dont vous venez de parler ce matin pour que l'enfant réussisse, la question de l'évitement, elle se posera de manière différente. Mais aujourd'hui, l'enseignement privé, par exemple, se nourrit des carences de l'enseignement public. C'est aujourd'hui une réalité. Et donc, sur cette question de la mixité, en fait, ce qu'il faut aussi arriver à faire passer comme message, et j'ai observé que c'était difficile, c'est que le mélange des élèves aux performances scolaires et aux origines sociales différentes, ça n'est pas une menace pour la réussite individuelle. Et ça, c'est un message qui est compliqué à faire passer, que cette hétérogénéité, elle est bonne pour tout le monde. Elle est bonne pour les enfants qui sont en difficulté, mais elle est bonne aussi pour ceux qui n'ont pas de difficulté, parce qu'ils sont sur d'autres compétences d'accompagnement, de mentorat, de tutorat, et ça aussi, ça contribue à la construction d'une véritable citoyenneté. Je vais donner tout de suite la parole à Agathe, que je remercie également d'être venue. Et Agathe, qui a travaillé auprès d'un certain nombre de nos camarades, ministres de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, Benoît Hamon et Najat Vallaud-Belgacem, qui participera à la prochaine table ronde tout à l'heure. Et donc, Agathe, je te remercie d'être là et je te donne tout de suite la parole.

Merci Yannick, bonjour à toutes et à tous. Si on en est là aujourd'hui sur les dix dernières années, c'est parce que clairement l'école ne porte plus une ambition. Le projet politique porté par l'école ne porte plus une ambition, qui est pourtant une ambition relativement simple, c'est de faire en sorte que l'école... dans l'ensemble des enfants les moyens de leur émancipation scolaire, donc de leur émancipation sociale. Cette vision, il ne faut pas l'aborder de manière naïve. Aujourd'hui, il y a des défenseurs d'une vision héréditaire de l'école qui ne vont pas porter ce projet en défendant les mots de la vision héréditaire de l'école, mais qui se payent d'autres mots et mettent en place cette école du tri socio-économique qui exclut une grande partie des enfants en raison du territoire où ils habitent, en raison de la catégorie socio-économique à laquelle appartient leurs parents, en raison également sur certaines disciplines du genre des enfants et cette exclusion. C'est une exclusion qui leur va extrêmement bien. Pourquoi ? Parce qu'ils ont théorisé une sorte de compétition scolaire qui devrait extrêmement tôt bien avoir la fin de la scolarité obligatoire, décider qu'il y a un certain nombre de vainqueurs. Et c'est beaucoup plus facile d'être les vainqueurs d'une compétition scolaire qui exclut une grande partie des enfants de la République une fois que vous avez exclu une partie des enfants de la République en fonction du territoire, en fonction du genre, en fonction de l'origine socio-économique des familles. Alors oui, vous pouvez dire, mais regardez, mes enfants sont formidables

et ils font partie de l'ultra élite de ce pays. Ils ne l'ont eu que du fait de leurs efforts et que du fait de leur travail. Alors qu'on sait bien que le déterminisme social, le déterminisme territorial et le déterminisme de genre sont le déterminant majeur de ce qui est en train de se passer pour l'école aujourd'hui. Et le problème, Yannick, pour moi aujourd'hui, ce n'est pas la question de l'évitement. La question de l'évitement, on pourra la travailler avec les familles, on pourra aussi la travailler avec les enseignants parce que c'est extrêmement dur pour des enseignants. Il faut leur donner les moyens de gérer des classes hétérogènes. Ce n'est pas quelque chose d'aisé. Mais la question de l'évitement, on pourra la travailler. La question de la confiance dans l'école publique de la République, on pourra la travailler. Le problème aujourd'hui, c'est que l'argent public, l'argent des contribuables, l'argent des contribuables les moins aisés, finance le séparatisme scolaire. Et le séparatisme scolaire, ce n'est pas l'évitement. Le séparatisme scolaire, c'est la théorisation d'une école héréditaire, c'est -à-dire d'une école qui donne énormément à une élite qui considère qu'elle ne fait plus partie du reste de la société parce qu'elle est à part et qui donne beaucoup moins que ce qu'elle devrait à une grande majorité des enfants de la République. Aujourd'hui, avec certaines personnes politiquement, il est très dur de s'accorder sur des choses qui pourraient nous apparaître, nous extrêmement simples, comme le fait que normalement dans l'école de la République, ce qui est bon pour certains est bon pour tous. Ce qui est bon pour certains est bon pour tous, ça veut dire que les enseignements généraux, comme la philosophie, qui sont des outils indispensables pour former les citoyens, si c'est bon pour les élèves des lycées généraux qui suivent des parcours scientifiques, c'est bon pour les élèves des lycées professionnels. Jean -Paul de Laay l'a écrit quand il a dit pourquoi vous ne défendez pas les élèves des lycées professionnels, vous qui écrivez des tribunes dans la presse, etc. et qui défendez le moindre mouvement sur un quart d'heure de philosophie en enseignement général, parce que vous considérez que finalement, ce qui est bon pour vos enfants doit rester bon pour vos enfants et pas bon pour l'ensemble des autres élèves. C'est ça l'organisation payée par l'argent public du séparatisme scolaire. Najat Vallou Belkacem, tu l'as cité, s'est battue contre vent et marée pour qu'on mette en place quelque chose qui était extrêmement simple, c'est -à-dire la deuxième langue vivante pour tous les élèves en classe de cinquième. Pourquoi est-ce qu'il était bon pour 5 % des élèves et que les élèves n'allaient pas être bons pour l'ensemble des élèves ? Ça a été un combat politique et un combat idéologique. Et les adversaires qu'on combattait, c'était ceux qui pensaient que l'école française pouvait se satisfaire de cette organisation d'un tri socio-économique qui aboutit à une forme de séparatisme. C'est extrêmement négatif pour les dégâts que ça fait sur un nombre incalculable en dizaines de milliers d'élèves par an. C'est extrêmement mauvais également pour le pays parce que c'est pas en extraignant une microélite qui a fait une compétition scolaire avec absolument personne sauf entre elles -mêmes qu'on est en train de construire les forces vives économiques et l'élite économique dont notre pays a besoin dans une compétition internationale qui est une compétition internationale acharnée. Donc il y a une question aujourd'hui qui est très simple, qui est une question d'ambition politique. Une question d'ambition politique qui est une question de vision véritablement sur l'école qu'on veut. Est-ce qu'on veut se donner une ambition qui a déjà été écrite en 1947 dans le plan L'Enjeu Valon ? On le cite beaucoup. Il faut vraiment le lire. Les premières pages de ce plan, c'est d'une modernité incroyable par rapport à ce qui est en train de se passer aujourd'hui. Mais ce niveau d'ambition politique là, c'est le niveau d'ambition politique du Conseil national de la résistance, c'est -à-dire une vision de la société qui pensait véritablement une capacité transformatrice. On en a vraiment besoin aujourd'hui vu l'état du déterminisme social dans notre école. Et cette ambition politique, elle doit se compagner d'une ambition moyen. Ça a été dit par l'ensemble de la table ronde. On a aujourd'hui une opportunité démographique qui est exceptionnelle. Cette opportunité démographique, elle doit financer un choc de moyens. Il faut arrêter de discuter aujourd'hui, d'essayer de couper des bouts de chandelles en disant « Ah bah c'est génial, comme il y a la chute démographique, déjà on va expliquer que les concours enseignants recrutent parce qu'on va les

couper par trois ». Non. C'est -à -dire qu'il faut recruter des enseignants, continuer à recruter des enseignants, pas se servir de la chute démographique pour expliquer que comme la profession enseignante a été tellement financièrement et socialement dévalorisée, elle est plus attractive, donc on recrute mieux. Mais c'est pas grave parce qu'on a besoin de moins d'enseignants devant les élèves. Non, on a besoin d'autant, voire plus d'enseignants devant les élèves et ça sera bon pour le pays. Ça a été chiffré notamment par l'Institut des politiques publiques avec les enseignants aujourd'hui qu'on a voulu mettre dans les classes, avec plus d'enseignants, ça va faire gagner au pays près de 5 milliards sur les dix prochaines années en croissance économique et près de 3 milliards de recettes fiscales. Ces moyens -là, il faut les mettre. Les moyens aujourd'hui, notamment l'école primaire, ils sont catastrophiques, on va dire la réalité. C'est -à -dire qu'on est en train de se dire « on va profiter de la chute démographique, certains portent ça politiquement pour essayer de récupérer un peu d'argent sur l'école ». Alors que l'école aujourd'hui, primaire, elle n'a pas les moyens qu'elle devrait en France. L'école primaire en France, c'est 10 % de moins de moyens que la moyenne de l'OCDE. C'est des enseignants, vous le savez, en primaire qui sont parmi les moins bien payés de l'Union européenne, avec un rapport de 1 à 2 par rapport à l'Allemagne. Et aujourd'hui, ce qu'on entend dans le débat public, c'est qu'on va comparer à l'euro près le salaire des enseignants à différents moments de carrière entre la France et le Portugal pour dire « c'est pas si mal ». Si, c'est catastrophique aujourd'hui. Donc on a les moyens financiers de ré -augmenter les enseignants. On a des enseignants aujourd'hui, en primaire, qui ont un nombre de cours parmi les plus élevés de l'Union européenne et un nombre d'heures de formation qui est parmi les plus faibles. Donc on a besoin de ce choc de moyens -là. Et ces moyens -là, il faut les concentrer de manière extrêmement forte. Il faut prendre les moyens enseignants, continuer à les augmenter et se servir de la baisse démographique, non pas pour essayer de faire des économies sur l'aide de l'école, mais pour aussi mettre autour des enseignants l'ensemble des équipes dont on a besoin, des équipes administratives, des équipes médicales, des équipes de suivi des élèves, des équipes d'orientation. Bref, l'école a besoin qu'on investisse sur elle massivement. Ça sera un gain pour la société, ça sera pas un coût. Et cet investissement -là doit aller pour l'école de la République, l'école publique, l'ensemble des enfants, pour une école qui permet la réussite de l'ensemble des enfants, au même niveau d'ambition, jusqu'au bout de la scolarité obligatoire. Ceux qui parlent de peur d'un événement par le bas, c'est ceux qui n'ont absolument aucune ambition. La capacité à faire monter au plus haut niveau l'ensemble des élèves jusqu'au bout de leur scolarité obligatoire. La France l'a, et si elle l'a pas aujourd'hui, la France l'a à voir. Et si on fait ça, ça sera un fondamental. Et politiquement à côté, il faut combattre le séparatisme scolaire, qui est intolérable à l'école. Il faut arrêter de financer, il faut arrêter de l'organiser. Parce que sinon, ce qu'on fait, c'est la dernière fracture qu'on pourra imposer à ce pays. Et les dizaines, centaines de milliers de jeunes qui sont en train de subir les conséquences de cette fracture -là ne le pardonneront pas. Ni à leurs aînés, ni au pays, ni aux promesses que la République a pu leur faire à un moment.

Merci Agathe. On a effectivement des combats politiques à mener face à la droite et face à l'extrême droite pour faire passer cette idée que l'éducation, ça a un impact économique sur le pays. Et qu'un pays qui démantèle son système éducatif, c'est un pays qui perd sa place dans le système économique international. Et donc, l'idée de dire que l'éducation c'est d'abord un investissement avant d'être un coût, c'est un véritable combat politique. Parce que, Agathe vient d'en parler, on a des opposants politiques, la droite, l'extrême droite, qui sont à calculer ce qu'ils peuvent retirer parce qu'ils considèrent que l'éducation, ça n'est pas un investissement, mais que c'est d'abord et avant tout une dépense. Je donne un seul exemple, on revient sur la question de l'éducation prioritaire qu'Aurélie évoquait tout à l'heure, on nous dit toujours... notamment par rapport à notre département, Stéphane, que la Seine -Saint -Denis, qui est un des départements qui a le plus d'éducation prioritaire, coûte cher. Mais en fait, non. En fait, non. Parce que la masse salariale des enseignants dans un département qui, très majoritairement, sont des enseignants en début de

carrière font que, financièrement, le département de la Seine -Saint -Denis ne coûte pas plus qu 'un autre département. Et ça, ce sont de véritables combats politiques. Et puisque tu évoquais les enseignants, Agathe, comme ça a été fait tout à l 'heure, là aussi, on a un combat politique, mes camarades. Parce qu 'il y a une volonté, aujourd 'hui, de la droite, de l 'extrême droite, de démanteler et de casser cette image et cette légitimité de nos enseignants qui est absolument inacceptable. On a un prof bashing, aujourd 'hui, qui est absolument catastrophique dans ce pays. Alors que nos enseignants, et ça, il faut qu 'on le dise, qu 'on le répète partout, ce sont les moins bien formés des pays de l 'OCDE. Ce sont les moins bien rémunérés des pays de l 'OCDE. Ce sont ceux qui ont le plus d 'élèves dans leur classe et ce sont ceux qui ont également, qui font le plus d 'heures, contrairement à ce qu 'on veut bien nous dire. Et là, on a un véritable enjeu parce qu 'à force de dénigrer le corps enseignant, après, on s 'étonne, on dit, oui, il n 'y a plus de candidats au concours. Évidemment, il n 'y a plus de candidats au concours. Qui veut se présenter à un concours aujourd 'hui, notamment par rapport à ce que je viens de dire ? Et là, politiquement, il y a un véritable enjeu dans la période qui s 'ouvre, avec de surcroît des ministres qui infantilisent aujourd 'hui et qui maltraitent quelque part aussi le corps enseignant. Voilà. On va maintenant vous donner la parole. Si vous avez des questions ou des remarques, on va vous demander d 'essayer, pour prendre un maximum d 'interventions dans le temps qui nous est imparti, pour qu 'ensuite, nos intervenants, nos intervenantes et notre intervenant, puissent réagir. Alors, je vois. Et on va faire... On va alterner, mes camarades. On va prendre une, un, ou un, une. Je vais faire très attention à ça. Tu as la parole. Vous nous dites également d 'où vous venez. C 'est important.

Merci à vous. Département de la Creuse. Alors, je suis d 'accord avec tout ce que vous avez dit, mais il y a quelque chose quand même qui me gêne. C 'est que l 'école a tellement apporté aux enfants d 'immigrés italiens, espagnols, aux enfants d 'immigrés du Maghreb, et leur ont permis de sortir d 'une condition qui était difficile au départ. Quand je vous écoute, je trouve ça très... La plupart du temps, c 'est assez négatif, ce que vous dites. Certes, je peux rien dire contre les chiffres, mais moi, qui étais dans l 'éducation nationale, j 'ai vu tout ce que les enseignants ont pu apporter aux enfants. Donc, je suis un peu pas sceptique, mais n 'oublions pas qu 'à une époque, pour accéder à une classe de 6e, il fallait passer en examen. N 'oublions pas qu 'à une époque, très peu accédaient au baccalauréat, sachant que maintenant, une majorité d 'enfants accèdent au baccalauréat. Alors, c 'est vrai qu 'il y a une différence dans certains départements, mais moi, ce que je constate, par exemple, en Creuse, c 'est que les enfants accèdent assez facilement à l 'école primaire, assez facilement au collège, un petit peu au lycée, très peu à l 'enseignement supérieur, parce qu 'il y a des problèmes au niveau des transports, parce qu 'il y a des problèmes pas pécuniaires, mais c 'est plutôt le fait qu 'il y a un manque d 'ambition aussi, et cette ambition -là n 'émane pas de l 'école. Elle émane très souvent des parents, des parents qui n 'ont pas nécessairement cette ambition. Donc voilà, moi, ce que je voulais dire, c 'est que pour moi, l 'école, c 'est quelque chose d 'important, et le travail qui est fait à l 'heure actuelle par les enseignants est un travail remarquable, même si, au niveau des chiffres, vous avez dit qu 'on était derrière, derrière, derrière, derrière, mais moi, je suis très... Je trouve admirable le travail qui est fait par l 'ensemble des enseignants et ce que l 'école nous a apporté et nous apporte à tous. Bien sûr qu 'il faut poursuivre, bien sûr que c 'est pas satisfaisant ce qui se passe à l 'heure actuelle, mais malgré tout, c 'est pas mal, ce qui se passe encore.

Nos intervenants réagiront. On va prendre plusieurs interventions et ensuite, vous réagirez. Je te donne...

Tiens. Oui, Youssef Kamara, je viens de Paris, Paris 12e. Ma question est la suivante. Pourquoi les écoles privées, au bac, les enfants réussissent 10 fois mieux que ceux des écoles publiques ? Si, si, si. Si, si, si j 'ai été à l 'école privée, je vérifie comment ça se fait que dans les écoles publiques, il y a moins de réussite au bac que dans les écoles privées.

Il y aura des réponses à ça tout à l'heure, parce que... Essayez... Voilà.

Oui, bonjour, je suis Jeanne -Luz Dianga, je viens de la Seine -Saint -Denis. Merci beaucoup à tous, merci infiniment. L'école, c'est vraiment quelque chose d'extraordinaire, mais je voulais parler de la violence à l'école publique. Parce qu'aujourd'hui, on pointe l'école du doigt, d'un doigt inquisiteur, mais c'est l'école qui a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui. Je suis désolée, ce sont des enseignants extraordinaires qui nous ont apporté ce savoir-là. Et on ne peut que leur dire merci, on ne peut pas frapper sur eux, merci. J'ai l'impression, en tant que parent, qu'il y a plusieurs francs de l'éducation. Très rapidement, j'ai habité à Montmartre, évidemment. Montmartre, ce magnifique village, il y avait des enfants de riche -arbie, des grands acteurs, pour ne pas citer les contemporains, des grands acteurs dont je me sentais en France lorsque j'étais à Montmartre. Quelques années plus tard, je suis descendue à la Goutte d'Or, je parle de Paris, et je n'étais plus en France. Je passe à Vol d'Oiseau, le 12 mars, Montmartre et la Goutte d'Or, c'est quelques encablures. Mais j'avais l'impression de vivre dans deux francs différentes. La France d'en haut, c'est le cas de le dire, et la France d'en bas. Et c'est à l'école publique où j'ai senti ma colère, parce que j'étais ghettoïsée dans un environnement qui me ressemblait. Et c'est là que ma fille a été poignardée à l'école publique et qu'elle est aujourd'hui en situation de handicap. Alors, juste pour vous dire une chose, c'est qu'il y a une corrélation entre logement, environnement, tant que l'on va ghettoïser un certain type de population, on se comprend tous ici, on est tous socialistes, on se comprend. Tant qu'on va nous parquer toujours ensemble, je vous assure que si on n'a pas une force ou une ouverture d'esprit, nos enfants ne pourront pas s'épanouir dans une France, ils vont toujours rester entre eux. Ça c'est les mêmes problèmes. Les parents vont toujours rêver de rentrer un jour ou l'autre en Afrique, plutôt l'autre. Mais vraiment, l'école en France est à l'image de son environnement. Merci.

Merci. On va prendre encore une intervention pour les premières réponses et on fera une deuxième série. Et là, comme c'est une camarade qui s'est exprimée, je vais prendre un camarade. Merci de lui passer le micro et ensuite

une proverbe direction. Tu as la parole. Je vais essayer de faire très vite. Moi, je suis enseignant et je suis dans un lycée polyvalent. Donc, il y a à la fois un lycée professionnel, il y a des filières technologiques et il y a des filières générales. Et on parle beaucoup effectivement des inégalités et de la ségrégation entre public et privé. Vous avez évoqué la question du pro. Je vais vous donner un exemple qui est très parlant. À la fin de la seconde, on a donc une étape d'orientation supplémentaire après celle de troisième. Et on se retrouve, j'aime pas procéder de cette manière là, mais les inégalités sont à ce moment là absolument visuelles. Vous avez des classes de première générale dans lesquelles vous avez une mixité à tout point de vue. Je suis dans un établissement très mixte, sur un territoire très mixte du sud -sous -de -Seine -et -Marne. Vous allez dans les filières professionnelles de l'industrie. Vous n'avez que des garçons, que des garçons qui sont issus principalement d'une immigration nord -africaine, qui sont pour beaucoup socialement très défavorisés. Et c'est les filières, on va avoir le plus de problèmes, qu'on va régler quasi systématiquement disciplinairement. Ça va être la réponse. Après on a des filières professionnelles du monde du design, du monde plus artistique. Et là on retrouve une... une mixité beaucoup plus forte et c'est des filières qui sont beaucoup plus valorisées. Si vous passez sur le technique, le technologique, on retrouve la même chose. Et moi qui suis prof, mais dans la partie générale, mon métier devient totalement différent du métier de mes collègues qui sont dans le même lycée et qui sont dans les lycées professionnels. Et ces stratégies d'orientation, on les renvoie systématiquement au choix des élèves, comme s'ils avaient vraiment choisi pour la plupart. On les renvoie systématiquement à la responsabilité des parents. Systematiquement, d'ailleurs, c'est les mamans avec qui on est en contact. Les parents, on les voit quasiment jamais. Les papas, pardon, on les voit

quasiment jamais et ils sont souvent très absent sur ces questions -là quand ils sont encore là, en réalité. Bref, on a toute la conjonction des inégalités qui sont présentes au moment de l'orientation à la fin de la troisième et à la fin de la seconde. Et dans nos discours, dans le discours de notre établissement, je veux dire, qu'on va tenir, c'est systématiquement sur les enfants et sur les parents qu'on va faire tomber cette responsabilité. C'est ce témoignage, Jacques, que je voulais porter aussi.

Bien, grand merci à toi. Alors plusieurs réactions suite à vos interventions. Je voulais vous dire aussi qu'il est 10h55 et que, du coup, on va être évidemment pris par le temps. Plusieurs réactions par rapport à nos camarades qui ont pris la parole. On commence peut-être, Alix, tu voulais réagir par rapport à la camarade de la Creuse, Isabelle?

Alix Rivière : J'ai l'ambition de comparer effectivement la Creuse et la Seine -Saint -Denis. On a clairement les mêmes problèmes. Maintenant, nous, on n'a pas des classes ou le niveau. Moi, je te rejoins complètement sur le côté positif, réellement, c'est -à -dire qu'aujourd'hui, l'école, elle tient avec des bouts de ficelles. On va pas revenir sur ce qui a été dit sur les 10 ans, mais on n'a plus, on sent plus l'ambition de l'émancipation parce que les enseignants et les élèves sont en permanence confrontés à des évaluations avec une obsession du ministère de faire remonter de la data pour faire de la communication politique, notamment. Et donc, on n'a plus le temps de faire tout ce que l'école faisait précédemment. Bon, et je ne parle même pas des absences non remplacées qui sont vraiment un drame aussi bien dans la ruralité que, par exemple, en Seine -Saint -Denis. Alors, moi, je suis complètement d'accord avec toi, oui, il y a beaucoup de choses positives, mais là, effectivement, on fait un constat. Inégalité, a priori, c'est quand même un mot qui est chargé de négativité. Donc, on est obligé aussi de faire des constats pour trouver des pistes d'amélioration et des solutions.

Merci, Alix. Aurélie, tu voulais aussi réagir ? Oui, je

voulais faire un petit... Effectivement, je veux bien compléter pour réagir par rapport à la Camarade de la Creuse. Moi, je suis fille d'ouvrier et effectivement, mes parents, à l'époque, ils avaient confiance en l'école, ils avaient des croyances. Et puis, effectivement, j'ai pris l'ascenseur social puisque je me retrouve professeur des écoles. Donc, il y a quand même une progression. L'ascenseur social, il a fonctionné. Encore que mes prétentions n'ont pas été de faire médecin ou de faire avocate parce que ça ne faisait pas partie des perspectives. Bon, voilà. Il y avait quand même des limites à ça. Malgré tout, l'ascenseur, il a eu mieux fonctionné qu'actuellement. Et il y a des chiffres qui nous le disent. Aux évaluations PISA, par exemple, les évaluations internationales, on voit bien que la France, dans ses résultats, l'écart entre les élèves de milieux défavorisés, les plus défavorisés et ceux issus de milieux les plus favorisés, l'écart est de 114 points en moyenne. Dans des pays comme l'Allemagne, la Finlande ou le Canada, on est dans un écart entre 75 et 85 points. Donc, il y a quand même des chiffres qui n'ont fait que s'accroître, ces écarts qui n'ont fait que s'accroître durant ces 25 dernières années. Donc, il y a quand même des constats, je dirais, statistiques et chiffrés sur lesquels on se base. Après, il y a des choses qu'on peut mettre en corrélation. Le métier d'enseignant, il est devenu beaucoup plus complexe qu'auparavant. Citons notamment une date clé, 2005, la loi sur le handicap. Cette loi qui est très bien, qui est une bonne chose, qui dit que chaque enfant, quel qu'il soit, en situation de handicap ou non, doit trouver sa place à l'école. L'inclusion au sens très large, c'est une bonne chose pour une société. Sauf que les moyens n'ont pas suivi. Il a fallu de plus en plus faire classe avec des moyens de plus en plus restreints. Et le métier s'est complexifié. Ajoutons, et là, c'est juste succinct, je ne vais pas y revenir en détail, mais les écrans qui ont fait leur apparition dans la vie de tous les jours, des petits français, des petites françaises. Donc, tous ces paramètres -là se sont ajoutés au fur et à mesure des décennies. Et on doit composer avec cette société qui a changé, alors que les moyens ont régressé.

Donc, c'est important de baisser les effectifs, on en a beaucoup parlé. C'est important de refaire mixité scolaire. C'est un enjeu primordial pour essayer d'améliorer les choses.

Merci Aurélie. Donc, Stéphane, tu voulais

réagir ? Non, mais moi aussi, je voudrais réagir à ce qui a été dit par personne de la Creuse, par rapport à le travail formidable des enseignants. Moi, je partage ce point de vue. Et comme d'autres avant moi l'ont dit, moi aussi, je suis issu d'un milieu très populaire. Je suis premier de ma famille à avoir obtenu le baccalauréat. J'ai grandi dans la cité des 4 000 à la Courneuve. Je n'ai été scolarisé que dans les écoles de la Courneuve. Mes garçons l'ont été aujourd'hui. J'en ai un qui est aujourd'hui agrégé d'histoire. Donc, je sais ce que je dois à l'école de la République. Et oui, je suis d'accord que des générations des milieux populaires, des générations d'enfants d'immigrés ont été émancipés, ont réussi grâce à l'école de la République. Mais la réalité, elle n'est pas tout à fait la même aujourd'hui. Les écarts se sont accrus. Et je ne suis pas sûr que un parcours comme le mien, il soit tout à fait possible aujourd'hui de la même manière. Je ne suis pas sûr. Je n'en suis pas sûr du tout. Même si, bien sûr, il continue d'y avoir des réussites et des parcours tout à fait positifs. Et je veux ajouter aussi, alors peut-être que c'est une manière de nuancer par rapport à ce qu'on fait peser sur l'école. Il n'y a pas que la question de l'école qui est posée, bien évidemment. Et si l'école, elle est en difficulté, c'est non seulement parce qu'on a décrit un certain nombre des choix ou l'absence de choix ou de vision, mais c'est aussi parce que, je pense profondément à ça, c'est la société tout entière qui est plus inégalitaire. Ce n'est pas seulement l'école et notamment la ségrégation territoriale. Elle s'est aussi accrue entre les territoires. Les questions de logement, les questions de discrimination à l'emploi, les questions d'accès à la santé. C'est tout l'environnement autour de l'école qui ne fait plus forcément de l'égalité la perspective de la société. Deuxième chose que je veux dire, c'est par rapport à la question de Monsieur. J'ai envie de dire, les choses sont assez... Je ne crois pas du tout, excusez-moi, je ne crois pas du tout que ce soit une question des enseignants qui seraient meilleurs dans le privé. J'ai presque envie de vous dire, c'est plutôt l'inverse, parce que c'est plutôt ceux qui n'ont pas réussi dans l'école publique qui vont dans l'école privée. Mais c'est tout simplement plus facile d'obtenir de meilleurs résultats dans ces établissements, tout simplement parce qu'ils ont trié à l'entrée. Ils ont trié les élèves. Ils ont pris plutôt les bons élèves et plutôt les élèves des milieux favorisés. Il suffit de regarder les chiffres. Et donc, c'est plus facile de réussir quand on trié à l'entrée que quand on prend tous les élèves de la société.

Et je vais même me permettre de compléter ce que tu viens de dire. Ça a été mesuré par l'OCDE et c'est une excellente nouvelle. Et j'ai envie de dire parfois, ne dépensez pas d'argent pour rien. À niveau socio-économique, égal des enfants, l'école publique obtient des meilleurs résultats scolaires pour l'ensemble des enfants que l'école privée. Donc voilà, on peut la saluer aussi pour ça. On peut la saluer aussi pour ça.

Merci, Agathe. Je sais qu'avec Stéphane, vous allez devoir vous rendre dans un autre débat. Élisabeth, tu voulais aussi réagir.

Merci, Agathe, parce que c'est exactement ce que j'allais rappeler. Effectivement, c'est très important de le faire savoir davantage. Justement, et je vais revenir sur votre réaction. Mais merci de l'avoir eu, parce que je pense qu'on s'entretient dans ce tableau noir. Alors, pour plusieurs raisons, mais je vais juste donner deux chiffres. Ça fait 14 ans qu'au niveau de l'Unicef Education, on a un baromètre auprès des personnels où plusieurs dizaines de milieux répondent. Donc c'est très révélateur. À la question, est-ce que vous faites confiance dans l'avenir du système éducatif français ? Seuls 0,3 % disent oui. 0,3%. Donc, ce constat qu'on vient de dresser, en fait, c'est celui de tout

la quasi majorité des personnels de l'Education nationale. Et quand on parle des inégalités sociales et scolaires, quelle est la capacité pour vous, acteur de l'école, du système éducatif, de lutter contre les inégalités ? Ils sont 8 % à dire que le système est capable. une perte de confiance dans le système pour pouvoir relever ces défis, parce que je partage, et ça a été d'ailleurs mon propos liminaire, on ne peut pas regarder les inégalités scolaires en France comme dans d'autres pays, parce que l'histoire du pays, sa construction, ses frontières, son histoire coloniale, ses flux migratoires, font qu'on a des défis bien plus élevés que dans d'autres pays. Et effectivement, on peut saluer les personnels de l'Education nationale au sens large, parce qu'il y a les profs, mais il n'y a pas que les profs, de pouvoir justement réussir, de faire réussir des élèves pour qui on pourrait avoir une fatalité dès le départ et dire, bah c'est gris, de toute façon, voilà, étant donné le milieu dans lequel il est né, ou les conditions dans lesquelles il grandit, et bien l'école publique est laïque, elle donne ses chances, elle donne ses réussites à ses élèves. Sauf que là, il y a une accélération, mais une vraie accélération, qui s'explique à deux niveaux de ces dernières années. Il y a le détricotage, depuis 2017, de tout ce qui avait été mis en place précédemment, même si c'était pas suffisant, c'était discutable, c'était perfectible, il y avait encore des choses à améliorer. Mais depuis 2017, nous, on vit un vrai détricotage de ce qui a été tenté de mettre en place dans l'école. Et donc, on revient en arrière, et c'est pas en revenant en arrière qu'on va pouvoir répondre aux exigences de la société de deux mêmes, parce qu'effectivement Aurélie l'a dit, la société elle change, les besoins changent. Et il y a aussi une accélération de l'environnement de l'école. Et aujourd'hui, en tant qu'acteur, on est impuissant, d'où les chiffres, on se sent en incapacité de répondre à ce que la société, le monde du travail, exige. La lutte contre le harcèlement, les atteintes à la laïcité, la lutte contre la dépendance aux écrans et aux réseaux sociaux. Et je pense que c'est cette accélération qui nous inquiète et qui dit, si on réagit pas maintenant, il y a un moment où on n'aura plus le choix et on n'arrivera plus justement à trouver des solutions. Et je pense que là, on est vraiment, on est en plus sur une échéance déterminante pour notre pays, les présidentielles. On est à un moment très important. Et si il n'y a pas la majorité des Français, et on doit faire partie des acteurs qui doivent faire avoir cette prise de conscience, qui réalise que là, on est le moment opportun justement pour pouvoir attraper au bon moment la nécessité de peser sur les choix politiques éducatifs du pays. Alors moi, je suis très inquiète pour l'avenir du pays, vraiment. Parce que l'accélération fait que la montre tourne très vite et que l'heure nous est vraiment comptée.

Merci Elisabeth. Charlotte.

Juste pour rebondir à mon tour. D'abord ici, ce qui nous réunit avec vous, c'est vraiment cette foi en l'école de la République. Moi-même, je suis encore enseignante. Et aussi le fruit de l'école républicaine. Et je pense qu'au moment des bouleversements société que nous rencontrons à l'aube de l'IA aussi, il faut vraiment qu'on puisse ici dire que parler de l'école, c'est parler du contrat républicain. Il n'y a pas plus grand sujet politique. Si nous pouvons avoir ce sentiment d'être un peu démunis, pour autant nous sommes convaincus ici que nous avons cette capacité d'agir. Nous pouvons agir, il n'y a pas de fatalité quand on parle d'école, quand on parle de projet éducatif. Non, il n'y a pas de fatalité. Et par exemple, je pense que nous pouvons ici se dire que nous considérons que sans déshabiller les autres niveaux, oui, il faudra massifier notre engagement en direction du primaire et tout particulièrement en direction des maternelles. Parce que là où en troisième, on va pédaler ici à rédiger ces 30 lignes de paragraphes argumentés en histoire Géo, ça, ça aura été écrit dès la maternelle et tout particulièrement dans le parcours éducatif d'enfants qui rencontrent des difficultés autour de l'école. Donc oui, rappelons ici fortement et dans le cadre du projet que nous allons parler, que l'école est un sujet éminemment politique, que c'est au travers de l'école que nous nous engageons dans ce projet de société que nous voulons construire, que nous avons confiance dans les enseignants, que nous avons confiance dans cette détermination de tous les acteurs du village éducatif, mais que nous avons donc besoin d'y mettre plus de moyens et de lutter

contre le séparatisme.

Bien, merci Charlotte. Merci à vous.